

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le 6 mars 2024

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 24-116

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PETIT BATEAU**

15, Rue du Lieutenant Pierre Murard  
B.P. 525  
TROYES (10000)

Code AIOT : 0005702103

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 février 2024 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard - B.P. 525 à TROYES (10000). L'inspection a été annoncée le 15 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que dans le cadre de l'action locale portant sur la présence de solvants chlorés dans la masse d'eau souterraine HG007.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETIT BATEAU
- 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard - B.P. 525 à TROYES (10000)
- Code AIOT : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblissement et confection, mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la société PETIT-BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- PPC
- Rejets
- Risques chroniques
- Action locale COHV
- Sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les constats conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant déclare ne plus utiliser de tétrachloroéthylène ou de perchloroéthylène depuis 2008.

### 2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Autre information
1	Respect des VLE (eaux résiduelles)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34	/	Projet d'APC	Sans objet
6	Fréquences d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 11.1	Avait fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale suite à la visite d'inspection du 26/07/2022	Projet d'APC	Demande d'actions correctives

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accès aux exutoires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Mesure du débit et prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
4	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Demande d'actions correctives
5	Température des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 9.4.2	Avait fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale suite à la visite d'inspection du 26/07/2022	Demande d'actions correctives
7	Limitation des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1-1 et 3	/	Fait l'objet d'une lettre préfectorale

## 2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Madame la Préfète de l'Aube pour mettre à jour les conditions d'exploitation de l'exploitant.

Des actions correctives sont attendues de la part de ce dernier concernant le suivi de ses rejets et les déclarations associées, ainsi que la température des effluents.

Au vu de ses prélèvements, l'exploitant n'est pas soumis aux mesures de réduction des prélèvements prévues par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

## 2-5) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE (eaux résiduelles)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas : <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : 600 mg/l ;</li><li>- DBO5 : 800 mg/l ;</li><li>- DCO : 2 000 mg/l ;</li><li>- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</li><li>- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les valeurs maximales journalières renseignées sur l'application de télédéclaration GIDAF pour l'année 2023 sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : 500 mg/L ;</li><li>- DBO5 : 470 mg/L ;</li><li>- DCO : 1558 mg/L ;</li><li>- Azote globale : NTK : 25 mg(N)/L ; NO2- : 3,56 mg(N)/L ; NO3- : 7,24 mg(N)/L ;</li><li>- Phosphore total : 15,5 mg/L.</li></ul> *Concernant les nitrates, une valeur à 580 mg/L est déclarée sur la plateforme GIDAF pour le mois d'août 2023. Toutefois, au vu de l'écart avec les autres valeurs déclarées (facteur 100), l'inspection des installations considère qu'il s'agit d'une erreur de l'exploitant.
<b>Observations :</b> Les rejets sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Les valeurs limites d'émission, plus restrictives, définies dans l'article 9.4.3 de l'arrêté préfectoral n°03-4047A du 17 novembre 2003 ne sont plus applicables depuis le 31 décembre 2005.  Un arrêté préfectoral complémentaire visant à redéfinir ces valeurs limites (VLE) est donc proposé à Madame la Préfète de l'Aube.  Pour chacun des paramètres encadrés jusqu'en 2005 par l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2003, de nouvelles VLE ont été calculées en suivant les règles ci-dessous.  <b>Concernant les concentrations :</b> La concentration maximale retenue pour chaque paramètre correspond au minimum entre : <ul style="list-style-type: none"><li>- la valeur limite imposée dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ;</li><li>- la valeur limite imposée dans l'autorisation de rejets de Troyes Champagne Métropole (TCM) ;</li><li>- la concentration proposée par l'exploitant dans le cadre du positionnement qu'il a été amené à réaliser suite aux actions nationales de recherches de substances dangereuses (RSDE).</li></ul>

**Concernant les flux :**

Le flux maximal retenu pour chaque paramètre correspond au minimum entre :

- le flux maximal imposé dans l'autorisation de rejet de Troyes Champagne Métropole ;
- le flux calculé en multipliant la concentration maximale retenue précédemment par un débit de rejet de 600 m<sup>3</sup>/j (débit de rejet maximal autorisé dans l'autorisation de TCM) ;
- le flux proposé par l'exploitant dans le cadre du positionnement qu'il a été amené à réaliser suite aux actions nationales RSDE.

Pour chaque paramètre, une vérification de cohérence a été réalisée systématiquement entre le flux et la concentration retenus, afin de s'assurer du respect des critères d'application de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

Suite à la détermination des VLE pour les différents paramètres encadrés dans l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2003, des fréquences minimales de suivi à imposer dans le cadre de l'autosurveillance de l'exploitant ont pu être déterminées (voir fiche constat n° 6 : Fréquences d'autosurveillance).

Certains paramètres ne présentaient aucune fréquence minimale. Par conséquent, les paramètres finalement encadrés dans l'APC correspondent à ceux pour lesquelles une fréquence de suivi a été retenue.

**Remarques :**

- Pour le cas particulier des substances dangereuses faisant l'objet de mesures de suppression (cadmium et mercure), l'identification de l'origine des polluants a été prescrite à l'exploitant, afin de décider dans un second temps la démarche à adopter pour répondre à cette problématique. Dans l'attente, seules les valeurs limites basées sur l'arrêté du 02/02/1998 (plus souples que dans la convention de l'exploitant à partir de 2027) ont été prescrites.

- Suite à un signalement de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) d'effluents anormalement colorés au niveau de la station de traitement des eaux usées de BARBEREY-SAINT-SULPICE, une prescription a été rajoutée dans l'APC de manière à demander l'exploitant d'étudier cette problématique pour ses effluents.

- Les différents points de rejet encadrés dans l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2003 ont été mis à jour de manière à prendre en compte la configuration actuelle des installations.

- Concernant les eaux pluviales, des prescriptions spécifiques ont été rajoutées afin de demander l'exploitant à démontrer l'inocuité de ses rejets dans les puits perdus de l'installation et afin de lui imposer d'isoler ces puits perdus en cas de pollution accidentelle de son réseau d'eaux pluviales (déversement accidentel sur les voiries notamment).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Arrêté préfectoral complémentaire

## N° 2 : Accès aux exutoires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).  Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le point de rejets des eaux résiduaires est aisément accessible et permet des interventions en sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mesure du débit et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les flux définis ci-après sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.  [Tableau]  1°) la détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> Les installations de traitement sont équipées d'un dispositif de prélèvements sur 24 heures asservis au débit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déclaration GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du Ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.  La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou à la Préfète.
<b>Constats :</b> Le 01/03/2024, les résultats d'autosurveillance ne sont que partiellement renseignés depuis le 26 décembre 2023. A minima, les données associées aux paramètres suivis en continu sont manquantes.  Pour rappel, l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03-4047A du 17 novembre 2003 précise que les données d'autosurveillance doivent être transmises mensuellement.
<b>Ce qu'il est attendu de l'exploitant :</b> L'exploitant devra mettre à jour ses déclarations d'autosurveillance dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Température des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Ce point avait fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale suite à la visite d'inspection du 26/07/2022.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents rejetés doivent respecter les valeurs suivantes : [tableau]
<b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection du 26 juillet 2022, il a été demandé à l'exploitant de se mettre en conformité concernant la température de ses rejets dans un délai de 1 an, par lettre de suite préfectorale du 21 octobre 2022.  En réponse à cette lettre de suite préfectorale, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courrier du 14 novembre 2022 que des solutions de récupération de la chaleur des effluents étaient en cours d'étude dans le cadre de leur projet de transformation de leur atelier de teinture. L'exploitant a également fourni à ce sujet un avant projet sommaire ainsi qu'une offre d'avant projet détaillé.  Les résultats transmis via l'application de télédéclaration GIDAF en 2023 montrent des dépassements réguliers de la température maximale de 30°C imposée aux effluents. 202 valeurs déclarées sur 334 dépassent ce seuil, pour une température maximale de 42,84°C mesurée.  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les projets de récupération de la chaleur des eaux de teinture sont toujours d'actualité.  Par ailleurs, aucune information de dégradation du milieu naturel, associée à la température de ces rejets dans le réseau de TCM, n'est remonté à l'inspection des installations classées.  L'inspection des installations classées ne relève pas d'urgence associée à cette problématique. Il est considéré que cette dernière ne doit pas ralentir les démarches d'économies d'eau engagées par l'exploitant qui, elles, présentent un enjeu sur le volet quantitatif.
<b>Ce qu'il est attendu de l'exploitant :</b> Il est demandé à l'exploitant :  - de faire parvenir à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais des détails sur les solutions qu'il compte mettre en oeuvre pour réduire la température de ses effluents ; - de faire parvenir des engagements écrits concernant les actions qui seront menées à ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Fréquences d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Ce point avait fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale suite à la visite d'inspection du 26 juillet 2022.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après. Rejet des eaux usées industrielles : [tableau]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 26 juillet 2022, il a été constaté, sur la base des déclarations de l'exploitant sur la plateforme GIDAF, que certaines analyses étaient manquantes. Celui-ci a justifié ces manques par courrier du 14 novembre 2022. Pour l'année 2023, à l'exception du mois d'août durant lequel un arrêt de production a marqué un arrêt des rejets, aucune analyse manquante n'a été constatée sur la base de déclarations de l'exploitant sur la plateforme GIDAF jusqu'au 26 décembre 2023, date à partir de laquelle les données enregistrées en continue ont cessé d'être renseignées (voir constat "Déclaration GIDAF").
<b>Ce qu'il est attendu de l'exploitant :</b> Dans le cas où l'absence de déclaration des données enregistrées en continue depuis le 26 décembre serait associée à une absence de suivi de ces paramètres, il est demandé à l'exploitant de corriger ce point dans les plus brefs délais.
<b>Observations :</b> Dans le cadre de la mise à jour des valeurs limites d'émission de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose également de mettre à jour les fréquences de suivi des rejets en cohérence avec la réglementation et les enjeux actuels.  Pour chaque paramètre dont les VLE ont été déterminées, la fréquence de suivi minimale retenue correspond au minimum entre : - la fréquence imposée dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998, en cohérence avec le flux maximal déterminé pour le paramètre en question ; - la fréquence inscrite dans la convention de rejets entre l'exploitant et TCM.  <u>Remarques :</u> - Comme la couleur présente un enjeu local (voir constat n°1), une fréquence de suivi hebdomadaire, en fin de semaine (le jeudi ou vendredi), a été imposée pour ce paramètre jusqu'à ce que la conformité des effluents vis-à-vis de ce paramètre ait été démontrée pendant une année.  - En raison des enjeux associés au niveau national, pour le cas particulier des substances dangereuses faisant l'objet de mesures de suppression (cadmium et mercure), une fréquence de suivi minimale trimestrielle a été imposée.  - Pour tous les paramètres présentant une fréquence de suivi mensuelle ou supérieure, l'arrêté multiplie par deux la fréquence retenue lors des sécheresses atteignant le stade d'alerte renforcée ou le stade de crise. Cette mesure a pour objectif d'identifier plus rapidement toute dérive pouvant conduire à une dégradation des milieux naturels lorsque ces derniers sont plus sensibles.  - Concernant les paramètres pour lesquels aucune fréquence minimale de suivi n'a été retenue sur la base des règles énoncées ci-dessus, il relève de la responsabilité de l'exploitant de mettre en place son propre suivi afin de s'assurer du respect des autres prescriptions réglementaires qui l'encadrent (arrêté ministériel du 02/02/1998 notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté préfectoral complémentaire

## N° 7 : Limitation des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I et 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de limitation relatives aux usages de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1-I : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Article 3 : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; [...]
<b>Constats :</b>  <b>Article 1-I :</b> Au regard des déclarations réalisées auprès de l'agence de l'eau et de ses factures d'eau, l'exploitant prélève, au total, plus de 10 000 m <sup>3</sup> d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau d'eau potable. Il est par ailleurs soumis au régime de l'autorisation ICPE. Il est donc visé par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.  <b>Article 3 :</b> Les redevances prélèvement de l'agence de l'eau font état des volumes prélevés dans les eaux souterraines suivants : 2018 : 109 533 m <sup>3</sup> ; 2022 : 82 711 m <sup>3</sup> . Pour l'année 2023, en l'absence de redevance établie à la date de rédaction du présent rapport (à titre de comparaison, la redevance 2022 a été émise en septembre 2023), l'exploitant déclare à l'inspection des installations classées un prélèvement annuel de 65 102 m <sup>3</sup> .  Les factures d'eau de l'exploitant font état des prélèvements suivants dans le réseau d'eau potable : 2018 : 1344 m <sup>3</sup> (du 01/06/2018 au 21/05/2019) ; 2023 : 1280 m <sup>3</sup> (du 21/05/2022 au 30/05/2023).  L'exploitant déclare que la réduction de ses prélèvements d'eau a été permise par les différentes actions de réduction menées par la société (remplacement des équipements de teinture par des machines à bains courts en particulier). Au regard des volumes présentés, l'exploitant a justifié d'une réduction de ses prélèvements d'environ 24% entre 2018 et 2022 (en se basant sur une consommation d'eau potable identique à 2018). En se basant sur les déclarations de l'exploitant pour l'année 2023 (fiables au vu des actions globales de réduction de consommations menées par ce dernier et au vu des prélèvements reconnus par l'agence de l'eau pour l'année 2022), les réductions de prélèvement de ce dernier sont de 40 % entre 2018 et 2023. L'exploitant est donc exempté des mesures de réduction d'eau en période de sécheresse prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
<b>Observations :</b> Il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube de faire parvenir à l'exploitant une lettre préfectorale afin de notifier cette exemption à ce dernier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet